



Décision individuelle N° 2023-309

Pétitionnaire : société SLS06 pour le compte du CAF – EDF Petite Hydro – GEF Azur Ecrins
Adresse : Le Portaret 83340 LE CANNET-DES-MAURES
Nature de la demande : survol d'aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol en cœur de Parc national
Intitulé du projet : Auscultations des barrages du lac de La Fous et du lac Long suite intempéries
Localisation : barrage du lac de La Fous et du lac Long, commune de Belvédère (06).

La directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 15,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte du Parc national du Mercantour et fixant les modalités d'application de la réglementation en cœur, notamment ses modalités 3 et 29,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 14 mai 2020 portant nomination de la directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée en date du 26 octobre 2023 par EDF, représentée par Monsieur COMBE Sylvain, coordonnateur au sein du GEH Azur-Ecrins d'EDF,

Considérant que la demande a pour objet l'acheminement de personnel au barrage hydroélectrique la Fous et du lac Long ainsi qu'à la vanne de tête située en haut de la conduite forcée du vallon de l'Empuonrame, situés dans la vallée de la Gordolasque, commune de Belvédère, en vue de procéder à une auscultation des barrages suite aux intempéries de la tempête Aline,

Considérant que cette opération répond aux besoins de l'exploitation hydroélectrique et qu'à ce titre, elle peut être autorisée toute l'année conformément à la modalité n°29 d'application de la réglementation du cœur,

Considérant qu'à la date envisagée, les ongulés sauvages dont les Bouquetins des Alpes, sont particulièrement sensibles à tout dérangement en période d'hivernage, en conséquence de quoi il convient d'adapter les modalités de vol afin de limiter l'étendue géographique du dérangement occasionné,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

La société Sky Lift Sud, représentée par Monsieur RINGOT Benoit, est autorisée à effectuer des survols à moins de 1000 mètres du sol dans le cœur du Parc national, ayant pour objet l'acheminement de personnels aux barrages hydroélectriques des lacs de la Fous et Long ainsi qu'à la vanne de tête située en haut de la conduite forcée du vallon de l'Empuonrame, situés dans la vallée de la Gordolasque, commune de Belvédère, en vue de procéder à une auscultation des barrages suite aux intempéries de la tempête Aline.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1 Éléments d'identification de l'aéronef

nom du pilote :	Régis TEISSONNIERE
type d'appareil :	Ecureuil AS 350
n° de l'appareil :	F-GNEP

2.2. Le pilote est tenu de respecter strictement l'itinéraire de survol autorisé figurant au plan annexé à la présente et sans aller direct entre le vallon d'Empuonrame et le lac de la Fous.

2.3 Lors du survol des zone à enjeux faunistique, le survol doit être le plus haut possible et le plus éloigné des reliefs.

2.4. En-dehors de cet itinéraire autorisé, le survol à basse altitude reste interdit au-dessus du cœur du Parc national.

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour la date du 31 octobre 2023.

En cas d'intempéries, le report de l'opération **après cette date** est autorisé sous réserve d'informer le chef de service territorial concerné, 24h à l'avance par courriel ou contact direct.

Contacts service territorial Vésudie :

- chef de service : LACOSTE Romain (romain.lacoste@mercantour-parcnational.fr ; 06 16 27 64 33)
- adjoint : LURION Raphaël (raphael.lurion@mercantour-parcnational.fr ; 06 46 45 64 82)

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

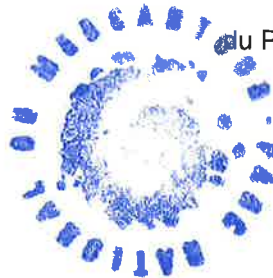
Article 7 : Responsabilité

L'établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 27 octobre 2023



La directrice
du Parc national du Mercantour

Aline COMEAU

Copies :

- service territorial Vésubie
- EDF M. VIGNA Julien

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.

